

N° 4

6^e Année

Octobre 1901



La Coopération des idées

Revue mensuelle d'Éducation Sociale

—•••••

SOMMAIRE :

- G. DEHERME..... *Aux Universités populaires.*
XXX..... *L'École devant la Nation.*
..... *Règles pour discuter dans les Universités populaires.*
ALFRED NAST..... *L'Avenir coopératif et les Bases de la société.*
G. D..... *Les Livres qui font penser.*
HENRY DARGEL... *Le Théâtre social.*

—•••••

ABONNEMENTS :

France: Un an: 3 francs. — Six mois: 1 fr. 50
Étranger: Un an: 4 francs.

—•••••

Le Numéro : 0 fr. 25

ADMINISTRATION ET RÉDACTION :

157, Faubourg Saint-Antoine (XI^e Arr.)

PARIS

VOUS AVOZ DÉJÀ ABONNÉ EST TERMINÉ

A NOS ABONNÉS

Ceux de nos abonnés qui seront avertis que leur **abonnement est terminé** sont priés de nous faire parvenir leur renouvellement, pour s'éviter les frais de recouvrement.

Ceux qui ne désirent pas continuer leur abonnement sont priés de **refuser** au facteur le numéro qui suivra l'**avertissement**.

EAU DE MOLAS

NATURELLE, GAZEUSE, BICARBONATÉE, FERRUGINEUSE. LA PLUS
LÉGÈRE A L'ESTOMAC, LA PLUS AGRÉABLE

La seule prescrite pour les maladies de l'Enfance

La Caisse de 25 bouteilles : 9 fr. 25

Ecrire au gérant des SOURCES DE MOLAS, LE BOULOU (Pyrénées-Orientales)

*Même domaine : VIEUX ROUSSILLON de coteaux : 85 fr. la
barrique. — GRENACHE doré authentique, non viné, 16 de
grès. en bouteilles 1 fr. 50 le litre.* { *logé, franco
de port
et de régie*



La Coopération des idées

Aux Universités Populaires

Avec ce mois d'octobre, la rentrée, les U. P. vont reprendre leur pleine activité. Quelques-unes auront disparu. Ce n'est pas là le mal.

Cette année, les U. P., à Paris surtout, seront un peu moins que ce qu'elles étaient l'année dernière, comme l'année dernière elles étaient moins qu'au début si prometteur. C'est une chute. Un parti croirait habile de le nier. Nous ne sommes pas un parti.

L'Université populaire était, d'abord, une Maison du peuple, en attendant d'en être un Palais. Car il nous faut aussi la somptueuse beauté. Le luxe, qui est une iniquité aujourd'hui, sera une manifestation de la puissance de l'homme, une joie. Il sera un bien, une force, une beauté, lorsqu'il sera social.

Elle était une Maison du *peuple*, c'est-à-dire pour tous, ouverte à toute action libre de tous, à toute pensée, dans le désordre tumultueux et fécond d'une reconstitution de l'ordre, de l'enfantement d'une âme.

Elle tombe à la «propagande», au sot «prosélytisme», à la stupidité écrasante de tous les cléricatismes oppresseurs, qui voient dans une idée, non une lueur pour chercher plus de vérité, mais un moyen de dominer, un truc pour, en opposant des partisans, les

mener et les exploiter. Présomption néfaste ! Et naturellement, elle tombe aussi au radotage parlementaire. Les sottises qu'on n'oserait faire, on les met aux voix, et l'on est sûr ainsi qu'elles seront commises. Quant aux devoirs, on les met aux voix aussi ; car si la raison et la conscience, ici, disent : oui, on sait que la paresse et la lâcheté disent : non — et que la majorité est toujours de ce côté-ci.

Ne sachant plus vouloir, on vote ; ne sachant plus être libre, on s'enrôle, on implore des lois ou l'on fabrique des statuts ; ne sachant plus être homme, on est un matriculé dans quelque coterie. Incapable décidément de discipline volontaire dans l'action, on en arrive à poursuivre la vieille et funeste chimère de l'unité de doctrine.

Mais l'Université populaire était pour briser les dogmes, et non pour en changer.

..

Cet effort n'était rien moins que d'organiser la démocratie. Entreprise téméraire ! Mais, forcément, elle devait aboutir si on osait la tenter.

Nous l'avions commencée.

D'où vient notre arrêt, notre recul, alors que cette décision nous conférait l'héroïsme qu'il faut ?

Serait-ce que la tâche nous a paru pénible et longue, que nous tremblons de la vérité, et que la justice nous trouble ?

Croyons plutôt que beaucoup ne savaient pas ce qu'ils faisaient, où ils allaient. Quand on a eu le goût franc de la liberté, il n'est pas possible qu'on s'en puisse détourner.

Dans la confusion de l'enthousiasme des faciles et retentissants triomphes, la signification de l'Univer-

sité populaire n'apparaissait qu'imparfaitement sans doute. Notre régime électoral nous a habitués à jouer des mots, et ils ont perdu leur valeur. Évidemment, le succès eût été moins rapide, on le voit bien maintenant, si l'on avait été compris. Mais aussi, on se serait gardé. Et, au lieu de descendre, on serait monté. Nous serions plus haut, car on descend vite.

Ne récriminons pas : nous pouvons nous ressaisir, arrêter cette glissade lamentable. Nous pouvons être encore une lumière, si faible soit-elle, dans l'obscurité entretenue par les partis et leurs journaux ; un asile de liberté et de paix, dans le déchainement furieux des sectarismes ; un temple de calme beauté, au milieu de la laideur, de la saleté, de toutes les bassesses lucratives ; une chaire de vérité, dans le chaos des ignorances pédantes, des mensonges ingénus ou habiles.

Et pour cela, même si l'Université populaire ne doit jamais devenir le Palais du Peuple, si elle ne doit rester qu'une retraite discrète pour une élite, — il faut qu'elle subsiste et se préserve des déviations.

*
* *

S'organiser. — Les U. P. ont d'abord à s'organiser. Le politicien est leur ennemi, qui les dénaturera. Qu'elles se fédèrent, elles lui résisteront mieux. La *Coopération des Idées* sera leur organe.

Cette fédération interviendra dans la création des U. P. pour enrayer dans la mesure du possible cette multiplication insensée d'U. P., qui nuit tant aux véritables U. P. Celles-ci ne sauraient être des groupements de hasard, de sentiment, désordonnés. Elles sont des écoles de solidarité. Il serait absurde qu'elles pratiquassent la lutte et la concurrence entre elles. La

concurrence n'est qu'apparence de liberté. Au fond, c'est despotisme. La concurrence d'individus peut enrichir quelques-uns, mais c'est, souvent, en ruinant d'autres, c'est, toujours, en appauvrissant la société. Mais que dire des associations qui se concurrencient ? Évidemment elles vont contre leur propre objet.

Par exemple, lorsqu'une U. P. commela *Coopération des Idées* est bien ce qu'elle doit être, rigoureusement, et qu'une autre soi-disant U. P. se constitue à côté, hostilement, on est bien sûr que celle-ci a des intentions troubles, et la Fédération des U. P. aurait alors le devoir de la désavouer.

La pierre de touche des U. P., c'est la liberté. Et ainsi, il est facile de les reconnaître. C'est le principe commun aux U. P. fédérées. C'est lui qui fait leur originalité, leur raison d'être, leur force. Que celles qui ne se proposent que de servir des sectes ou de flatter des instincts disparaissent. Soyons peu, mais soyons ce que nous devons être, et organisons-nous pour l'être le mieux possible (1).

*
**

Éduquer. — Les U. P., dans leur action intérieure, de chaque jour, doivent élever. Ce sont des mutualités de perfectionnement, d'élévation, comme l'étaient les églises. Mais non plus par la prière : par l'effort ; non en espérant le miracle de l'État, de la Révolution, ou de Dieu : en ne comptant que sur soi. Car, dit Michelet : « Le miracle et l'éducation sont deux mortels ennemis. S'il peut venir du ciel (2) un

(1) Nous n'avons pas à montrer l'avantage d'une fédération pour l'œuvre matérielle des U. P. : promenades, fêtes, coopératives, choral, orchestre, conférences, etc. Cela va de soi. C'est l'esprit qui est menacé d'abord.

(2) Ou de l'État.

miracle vivant, un dieu tout fait, inutile est l'art de le faire. Art même téméraire et impie ; qu'est-ce que *l'éducation*, sinon une audacieuse entreprise pour créer par moyens humains ce que la prière seule doit obtenir d'en haut ? »

Nous avons à aiguiller nos désirs, non vers le ventre, comme les brutes ; mais vers l'âme, comme les dieux. *La solution de la question économique est là*. Si nous n'avons d'autre idéal que de nous empiffrer de mets fins, de nous couvrir de soie, d'or et de diamants, de nous meubler de palissandre et de loger dans de princiers hôtels, c'est leurrer les pauvres gens que de leur faire accroire qu'un jour, par la magie des décrets ou des coups de fusils, il y aura de cela pour tout le monde. Le « parti du ventre », comme tous les partis, est celui du mensonge. Même s'il y en avait assez dans l'état actuel de nos appétits, certes il n'y en aurait plus assez le lendemain. Les Empereurs romains qui avaient tout, et les choses et les hommes, souffrirent jusqu'à la folie et au suicide de n'avoir pas assez. Avec ces appétits, que les politiciens exaltent et cultivent, la justice et la liberté ne sont plus possibles. C'est fatalement la haine, la guerre atroce de chacun contre tous avec, pour armes, l'or, la vilenie, ou le surin. Toutes nos violences, nos crimes viennent de là.

De la beauté et de la vérité, au contraire, il y en aura toujours pour tous, si nous le voulons. Et plus nous en voudrions, plus nous en découvririons, plus nous en créerions. Le plus pauvre, sans en priver personne, peut se griser de la vision d'un lever de soleil, ou de la silhouette de l'église Notre-Dame par une nuit claire. Et notre joie sera plus intense d'être plus partagée. Ainsi nous connaissons la fraternité. Ainsi,

la liberté, la justice, la paix, non seulement sont possibles, mais deviennent nécessaires. Et ainsi, seulement, se résout toute la question économique. Il y aura alors, pour tous, le pain quotidien; et aussi, comme dit le poète, des petits pois.

Et cela revient à prendre le sentiment de la justice. Voilà l'Humanité.

*
*
*

Instruire. — Instruire, c'est-à-dire, d'abord apprendre à penser librement, à discuter, à chercher (1). Comprendre plus, c'est désapprendre de haïr et c'est aimer mieux. Ne pas formuler, ne pas dogmatiser, ne pas exclure. Attendre de la réflexion de chacun ce que chacun peut atteindre de vérité. C'est contre toute intolérance, toute violence, et pour la liberté, qui est la paix. Les barrières intellectuelles doivent crouler avant les frontières nationales. Il faut sympathiser avec les autres hommes, précisément parce qu'ils ne sont pas nous. Les hommes ont créé la société parce qu'ils étaient différents, et la société, pour progresser, a accru ces différences. Si le cerveau était une machine, recevant une impulsion unique, il produirait des idées identiques. Mais il est de la vie, il reçoit des impressions complexes, et il produit des idées originales. C'est ce qui fait que la somme

(1) Nous engageons les U. P. à commenter les « règles pour discuter dans les U. P. » que nous publions ici, et surtout à se procurer les *Règles de l'honnête discussion selon Pascal*, par Paul Desjardins, que vient d'éditionner l'Union pour l'Action morale (0 fr. 70). Voilà une lecture à méditer. Voilà de quoi rendre difficile le métier de journaliste et de politicien. Nous avons reproduit aussi en deux numéros, il y a quelques années, une conférence faite à la Coopération des Idées par Le Foyer, « De la Vérité et des moyens de s'entendre », avec de bonnes remarques et d'excellents principes de libre discussion. Nous espérons qu'il en sera fait, quelque jour, une brochure pour les U. P.

des vérités augmente. S'il n'y avait qu'une chandelle pour éclairer le monde, serait-ce celle de Comte, serait ce même celle du Christ, le monde entier serait plongé dans la nuit de la mort. Il n'y aurait de clarté que pour le pontife. A chacun sa chandelle, à chacun son âme.

Voici le grand problème de ce temps, auquel le jeu truqué du suffrage universel ni les combinaisons ministérielles ne sauraient donner de solution : avec une individuation croissante, réaliser une socialité croissante ; avec une conscience de plus en plus sûre de l'universel relativisme, déterminer chez chaque citoyen une action de plus en plus puissante et continue ; avec la divergence toujours plus grande des esprits, faire la convergence toujours mieux disciplinée des actes ; avec un esprit de plus en plus inquiet, fortifier le sentiment de continuité ; avec un mouvement toujours plus vivant, assurer l'ordre toujours plus juste...

Les U. P. enseigneront cette solution : la liberté.

..

Agir. — Le développement que donne l'Université populaire est harmonique. Il ne saurait être purement intellectuel. La critique n'est qu'une phase. Il convient de la dépasser. Il faut affirmer, reconstituer, agir. Si la beauté nous émeut, nous en voudrions créer ; si la justice nous exalte, nous n'aurons de calme que si nous dépensons nos forces à en faire. Ainsi les U. P. doivent devenir un tout, une réduction de notre idéal réalisé. Donc, dans chacune nous avons à créer une coopérative de consommation, de production, un atelier de chômage, une société de

secours mutuels, etc. Et nous nous préoccuperons bien moins de recueillir immédiatement quelques avantages matériels, qui nous limiteraient, que d'éprouver nos idées, de nous instruire socialement, de préparer l'avenir (1).

Les U. P. apprendront à agir, elles organiseront scientifiquement l'action.

*
*
*

Vivre, c'est exprimer son être. Je crois avoir indiqué, brièvement, comment les U. P. pouvaient vivre.

En devenant des groupes politiques, elles cessent d'être des U. P. En n'étant que des écoles, des salles de cours, de conférences ou de distractions, elles ne sont pas des U. P.

L'Université populaire, avons-nous dit ailleurs (2), est une œuvre de libre enseignement supérieur populaire par la coopération et la concurrence des idées, suivant une méthode qui lui est propre d'éducation par et pour la liberté d'action sociale organique. Elle est ouverte, sans restriction, à toutes les croyances, à toutes les volontés, à tous les cœurs. Elle n'exclut que l'exclusion.

A ceux qui ont l'honneur et la responsabilité de diriger les U. P. d'y réfléchir. Rien de plus grave. C'est d'autre importance pour la démocratie que l'accident professionnel de Mac Kinley, la visite intéressée du Tsar, ou le résultat des prochaines élections législatives.

(1) Nous expliquerons prochainement cette action. La confusion, ici, est extrême. On prend ses appétits pour des principes. Ainsi, toute l'action sociale du prolétariat est empirique et menée par ses instincts. Cela se retourne contre lui.

(2) *La Coopération des Idées. Une tentative d'éducation et d'organisation populaires*, une br. o fr. 60.

Ce ne sont pas les partis ni les journaux qui nous apprendront la liberté ; ce ne sont pas la démagogie, la parlementomanie qui ennobliront la démocratie, l'éclaireront et l'organiseront. L'école ne suffit pas (1). Les religions consolent encore quelques individus, socialement elles sont mortes. Nous n'espérons aucun Messie, — sinon quelques travailleurs syndiqués, qui seront tôt déçus, et cruellement, la grève générale. La science, l'industrie sont des moyens, des instruments, non une direction. Nos associations, coopératives, syndicats, etc., végètent dans l'empirisme. Elles se constituent d'éléments trop simples, pas assez différenciés. Cela forme une addition d'intérêts, non la combinaison qui ferait une âme. Ce sont seulement des partis économiques. Ainsi, elles ne peuvent qu'ignorer la liberté.

Il n'y a que l'Université populaire, groupement des cœurs, des espoirs, des consciences, des volontés fortement caractérisés, qui puisse être une force vive de liberté. Osons le dire : d'elle, en ce moment, pour une grande part, dépend l'avenir de notre démocratie. Le gâchis du compromis actuel peut faire le succès insultant de la crapule : il ne saurait durer. Il est à la merci d'un Roget audacieux ou d'un Dérouté intelligent.

Si nous ne savons conserver et développer l'Université populaire, c'est que nous ne sommes pas capables de liberté. Or la démocratie sans la liberté, c'est la démagogie qui annonce César ; et en attendant, c'est ce que nous avons.

Gardons nos U. P. Éclairons-nous. Travaillons. Organisons-nous. Nous avons l'idée : qu'elle nous

(1) Nous renvoyons aux remarquables articles que nous publions : *l'École devant la Nation*.

guide. Nous avons le moyen efficace : sachons l'employer. Nous sommes nombreux : sachons nous grouper. Et notre œuvre se fera, joyeusement.

G. DEHERME.

L'École devant la Nation

III. — L'ERREUR ACTUELLE : L'ÉCOLE POUR LE "SAVOIR"

L'Érudition (*Suite*)

Le savoir est la connaissance parfaite et définitive d'un fait, d'une réalité. Ce n'est pas autre chose en soi que l'expérience : le vieillard sait la vie, comme le chimiste sait les propriétés des corps, pour l'avoir éprouvée, comprise. Or la façon naturelle de savoir, d'acquérir de l'expérience, c'est de vivre ; introduire de force du savoir en l'enfant, c'est vouloir l'emplir de quelque chose qui n'est point de son âge ; nourrit-on l'âge mûr de contes de fées ? Pourquoi nourrir l'enfant d'expérience ? La vraie façon de savoir est d'apprendre par soi-même et par la vie. Il y a une mesure au savoir vrai et spontané, et c'est la curiosité, la force d'intelligence, l'intensité de la vie intérieure. Il est au-dedans de nous le monde des souvenirs, de l'expérience, en harmonie avec notre force de vie ; et comme il est à la mesure de notre âme, il peut donc y jouer pleinement son rôle naturel puisqu'il y occupe sa place logique. Il n'y sera point le maître, mais le serviteur ; il ne dominera pas l'âme, mais il l'armera pour la vie. La force qui l'a produit étant celle qui l'emploiera, le jeu de l'âme est parfait et plein. Mais,

s'il entre en nous par la seule mémoire et la seule étude, il sera disproportionné à notre force intime, insuffisant ou excessif, parce qu'il est appris et non vécu ; parce qu'entrant en nous de force, sans notre besoin, il y entre aussi sans mesure. Il doit être le produit de toute notre âme et non l'acquisition d'une de nos facultés, pour qu'il soit l'outil d'une action saine et non l'hypertrophie d'un organe intellectuel. Que le savoir soit donc le produit même de notre vie, soit littéralement compris : c'est la première condition de la santé intellectuelle. Cette règle va nous résoudre la question si considérable, si fertile en erreur, du savoir. Sa légitimité ? Évidente, comme celle de toutes les activités de notre âme. Sa valeur ? Dépendante de celle de notre vie entière, active, intelligente, sensible. Son étendue ? Mesurée par l'intensité et l'étendue même de notre vie, et la perfection est évidemment de vivre et de se souvenir le plus possible. Son rôle ? Servir à l'action intérieure, la pensée ; à l'action extérieure, la création.

Le but de la vie n'est pas le savoir, mais l'action ; pour vivre il faut des connaissances, mais la vie elle-même, la joie, l'action, l'espoir, n'est pas la connaissance. C'est savoir pour vivre qu'il faut, non vivre pour savoir.

Mais l'école actuelle fait du savoir le but et le tyran de la vie ; apprendre et réciter est toute la vie de l'écolier ; savoir est son idéal et la perfection qu'on lui assigne. Il semble qu'on veuille lui donner du savoir pour toute sa vie, et que l'enfance soit le temps spécial, propre du savoir. Nous vivons sur ce préjugé. Mais il n'y a pas de temps propre au savoir, pas plus qu'à l'intelligence et à la volonté ; et si l'enfant a une mémoire plus fraîche et une curiosité plus ouverte,

s'il vit peut-être d'une façon plus intense, ce n'est pas une raison pour diriger sa vie en un seul sens, celui de l'étude; il serait aussi absurde de faire sauter l'enfant toute la journée, sous prétexte qu'il aime le saut, que de le faire étudier sans cesse parce que sa mémoire est puissante. Et quel savoir distribue-t-on à l'école? Le plus déplaisant à l'enfant, parce qu'il ne s'harmonise pas avec sa vie: il vit surtout des yeux et de la sensibilité; on veut lui apprendre des choses qui ne peuvent intéresser que sa mémoire et sa raison. Et comment veut-on l'instruire? Non par sa propre vie, mais en le maintenant bien immobile et silencieux, par le « gavage ». Voici des poussins emprisonnés en des cages étroites, sans mouvements, et un tuyau qui leur coule la pâtée, et la torture qui les oblige à toujours prendre et avaler: ce sont des becs qu'on ouvre et qu'on engorge. Et voici des enfants assis aux tables, assujettis aux pupitres, la tête fixe et l'oreille ouverte, où coule sans fin un flux de paroles. Car c'est par la parole que l'instituteur peut enseigner à vivre. Il veut apprendre à réfléchir, à être honnête, à être juste, à voir, à découvrir..., et il parle, il parle, sans cesse ni repos, d'un bavardage inouï, inlassable, enfiévré; il parle sur l'histoire, sur la science, sur la morale..., il parle toujours, et il réclame toujours aux autres le silence. Le silence est la grande loi, le suprême devoir de l'écolier: ils sont là pour écouter. Si ce n'est pas par l'oreille qu'on les fait, c'est par l'oreille qu'on prétend les nourrir; ils sont là pendant des heures à entendre des discours: les hommes se lassent vite à ce jeu, et s'agitent, et crient; les enfants, non: ils ne bougent ni ne disent mot: leur fonction est d'entendre. La parole a été donnée à l'homme pour communiquer sa pensée; mais non pour voir, savoir,

réfléchir, vivre. Il n'y a qu'un sens admis par les pédagogues, et c'est l'ouïe.

Nous répétons que c'est là la réalité. Pourquoi ? Par la tyrannie des programmes et la force de la routine. Gavage : il n'y a pas d'autre mot plus vrai et plus net. Ce n'est pas la faim que l'on satisfait, c'est un estomac que l'on remplit.

Par son but et sa méthode, l'école actuelle a restauré la scolastique. Le moyen âge finit par la scolastique théologique; nous souffrons de la scolastique scientifique. La scolastique était la proscription de la nature, la toute-puissance du mot, l'autorité du livre. La nature n'est point dans l'école, où elle s'y montre en un appareil artificiel de collections, de plantes démembrées, de tableaux pédants... Est-ce la grammaire, l'histoire, la géographie, le système métrique qui fera entrer l'observation et le goût de la nature dans l'école, et est-ce la leçon sur l'oxygène ? La nature est à l'école, non seulement la grande ignorée, mais l'ennemie. On lui ferme les fenêtres, on ternit les vitres, afin que sa vue ne distraie pas de l'étude. On lit et on écoute: on ne voit pas. L'école est encombrée de livres, et ils sont la source de toute vérité. Ainsi le moyen âge, pour connaître le monde, se penchait sur Aristote. Le « Manuel » est le « Magister » de notre temps. Le moyen âge tout entier a été impuissant à voir; les abstractions l'ont dominé et conduit. Pendant des siècles, l'homme n'a pas vu la nature; nous sommes en train de l'oublier. Nous ne la voyons plus qu'au point de vue de la science analytique, et dans les écoles elle se réduit en mots et en formules. Voir les choses est pourtant la condition de toute santé et de toute force morales: voir et comprendre, s'entend, mais voir soi-même, et non

« apprendre », c'est-à-dire ranger dans sa mémoire les idées des autres. Le talent n'est que la clarté dans la vision, comme le génie est la nouveauté dans la vision. La science est fondée sur la vue parfaite, subtile et rationnelle des choses, et apprendre à voir, c'est conduire vers la science. L'école qui ne poursuit que la science, n'en enseigne même pas la méthode qui est d'abord de bien voir. La superstition du livre égare l'école. On se persuade qu'il peut dispenser de regarder. C'est dans les livres que l'enfant apprend officiellement les formes des animaux et des plantes, mais jamais d'après les choses mêmes. Et, comme le livre, sans l'illustration constante de la nature, n'est qu'un défilé de mots, l'école est le temple du mot et de l'abstraction. Sans doute il y a des « tableaux » de botanique et des cailloux dans des vitrines, mais cela même est encore de l'abstraction, des « préparations » scientifiques. L'histoire, la géographie, la grammaire, le système métrique, la science même, mots et mots ! Il n'en peut être autrement pour l'enfant si d'ailleurs la moitié au moins des mots mêmes proférés à l'école sont hors de sa portée.

La scolastique est une méthode ou une philosophie d'école, et le mot a pris un sens déplaisant, comme si toute idée et toute leçon d'école était fausse ou gauche, maladroite ou contraire à la vie. L'école a été de tout temps en son air, son esprit, ses manières, dédaignée, méprisée par les intelligences libres et vivantes. Terme d'école, science d'école ne sont point des éloges ; ce que l'on qualifie « d'école », c'est ce qu'on apprend sans le comprendre, ce qu'on imite de confiance, ce qui est sans originalité, sans spontanéité, sans vie. L'école actuelle n'est pas pour détruire cette générale et si vieille opinion. Elle est bien

encore, selon la tradition, débitrice de mots et de recettes, rabâcheuse de « leçons », maîtresse de « devoirs », toute raide et sèche d'artifices. Son esprit, c'est l'érudition, et son objet, le mot. Il n'y en a pas une dont l'aspect ne navre le cœur, ne refroidisse l'imagination, qui ne distille un relent de renfermé. La scolastique actuelle est pour l'esprit de l'enfant un carcan de formules, de routines ; elle déforme l'esprit dans le sens de l'érudition creuse et vide de sens, comme celle d'autrefois le torturait dans le sens de la divagation abstraite ; celle-ci au nom de la philosophie, celle-là au nom de la science, ni l'une ni l'autre ne pensant à la vie. Celle du moyen âge fit des sots et des aveugles. Que fait la nôtre ? C'est maintenant qu'il faudrait sonder les intelligences d'enfants et faire l'inventaire de leur savoir et de leur force. L'école actuelle n'a voulu qu'instruire. Y réussit-elle ? Que les examens nous le disent. Il n'y a pas de spectacle plus piteux, plus déconcertant. Mais ils sont absurdes, a-t-on dit, ce qui est peut-être vrai ; pourtant ils sont logiques. Ne réclamant que le savoir, ils sont dans le sens de l'école qui ne tend qu'au savoir, et parce qu'ils en sont la préoccupation supérieure, ils ne peuvent donc être le juste critérium. Allez-y et écoulez. Vous y éprouverez l'œuvre de l'école, vous y verrez extirper à grand renfort de questions, propositions, allusions, ce qu'il y a dans ces pauvres cervelles d'écoliers, des bribes, des lambeaux, des fragments de connaissances, vous y entendrez une parole balbutiante, hésitante, humiliée, mêler inconsciemment la vérité incomprise à l'erreur insoupçonnée, réciter des mots d'histoire ou de physique, à nonner des formules ; vous y constaterez qu'on ne peut tirer aucun raisonnement de ces phonographes. Il y a un moyen infailible de

les juger, c'est, en guise d'interrogation, de prononcer des mots : Louis XIV, Napoléon, bassin du Rhône... aussitôt commence le récit : ce sont les deux sous que l'on dépose dans les distributeurs automatiques. C'est le même système. Mais renversez le triangle dans la démonstration, posez une question non encore entendue : c'est la déroute et le silence.

Les élèves ne savent pas ce qu'on leur enseigne. Ils ne savent rien de suivi, qui se tienne et fasse corps. De place en place un fait en eux s'éclaire ; et tout autour, la nuit... Ce qu'ils savent, ils le savent ainsi, par endroits, par accroc ; leur science est comme ces mosaïques brisées de l'antiquité, où l'on voit, en un désordre irritant plus que suggestif, des bras, des mains, des têtes, des vases, débris d'une ancienne composition. Or comme ceci n'est plus de l'art, cela n'est pas de la science.

La science implique la connaissance d'une suite de faits se résolvant, se réglant en une loi ; qu'est-ce donc que cette incohérence de souvenirs plus ou moins vagues ? Rien qui porte un nom honnête et franc. Ce n'est même pas de l'érudition, car l'érudition éclaire fortement un coin de l'esprit, tandis qu'il n'y a ici que des lueurs falotes, clignotantes, vacillantes un peu partout, et toutes entourées, pressées de nuit. Ce sont des clartés de tout, dira-t-on, en évoquant Molière. Des clartés ? De tout ? C'est ici qu'il faut faire une seconde constatation. L'élève sait autant d'erreurs que de vérité. Il entend tant de paroles qu'il ne peut les retenir toutes fidèlement, car il n'est pas question de comprendre. L'esprit élabore secrètement tous ces mots : il en oublie d'abord un grand nombre, puis il mêle, confond, groupe ou isole les autres, selon les hasards de la mémoire, la force

et les jeux de l'imagination. Et il en sort d'étranges amalgames et des constructions singulières. Et les mots mal entendus, sur qui l'imagination a brodé des idées inouïes, sont-ce des clartés ? Qui peut savoir combien de mots répétés sans explication, ou mal compris, peuvent multiplier en erreurs dans l'esprit des enfants et y blesser l'intelligence ? Chacun a dans ses souvenirs quelques-uns de ces vocables où notre enfance a tissé des idées vraiment stupéfiantes et qui ont entretenu en nous l'erreur, la superstition, la fausseté. Plus l'enfant entend de mots inexpliqués, plus il nourrit et multiplie en lui l'erreur. On peut entrevoir l'œuvre actuelle de l'école.

Et enfin les élèves savent tout, sauf... ce qu'on leur enseigne et ce qu'on néglige de leur dire, qui est l'essentiel. Dans un concours pour des bourses, la moitié des candidats plaçaient Louis XII au moyen âge, et aucun n'a pu dire les grandes divisions de l'histoire.

Au brevet supérieur, quatre élèves sur six ignorent la place de la Lorraine ; plusieurs la placent dans la Forêt-Noire. Il n'y a pas actuellement un candidat sur dix qui sache en quoi consiste la question d'Alsace-Lorraine. C'est ainsi que la France la résoudra, en l'ignorant.

En sortant de l'école primaire ou de l'école normale, l'enfant ou le maître ne savent pas user de leur corps et le soigner. L'hygiène, dans les programmes, occupe une place minuscule et est partant très négligée. Elle l'est dans l'école, malgré toutes les prescriptions, dans la classe empuantie d'haleines, dans la propreté si souvent douteuse, dans la ridicule infériorité de la vie physique et active, dans l'immobilité érigée à la hauteur de la sagesse, dans la forme

des bancs si étroits, dans le cours d'hygiène tourné tout à la science, non à la pratique. Aucun élève ne sait comme on doit manger, se vêtir, mesurer l'activité physique à l'intellectuelle, entretenir la bouche saine, la tête propre, ni la moindre formule de médecine courante. Ils ignorent toute hygiène de l'habitation, mais ils connaissent la dentition du cheval et de l'ours, le système nerveux de la grenouille, le nom des microbes, et mille choses aimables de chimie et de géologie. Et ils ne sont pas plus habiles dans le plaisir que dans l'hygiène. Ils ne savent pas s'amuser, se distraire, chose si grave, si presque tous les vices des hommes sont dans leurs distractions. L'œuvre de l'école nous semble être celle-ci :

Pour le corps, elle entrave son développement normal par l'inertie et l'excès du travail intellectuel. Elle habitue à la vie assise, sédentaire, amollissante. La gymnastique y est dérisoire. Elle est pour quelque chose dans le déclin physique de la race. L'école buissonnière sauve quelques francs gaillards.

L'immobilité à l'école, l'alcool ensuite : et la race se perd.

Elle étouffe l'*esprit* au lieu de l'éveiller : elle lui donne l'habitude des idées hâtives, sans information, superficielles, le goût des mots, la légèreté, la servilité devant l'affirmation du maître ; si elle émancipe, c'est dans le mauvais sens, non en fortifiant l'esprit, mais en accroissant la vanité et en irritant par une longue obéissance. On se plaint que la jeunesse est « arriviste ». Mais dans les livres de classe, dans les leçons et moralités, on ne parle que de parvenus, et le but de la vie est bien clair, et c'est « d'arriver ! » Ainsi on dénigre, on ravale sans cesse devant l'enfant, sans le dire formellement, tous les métiers pé-

nibles, et on l'inocule à la longue de ce mépris abominable de nos mœurs pour les métiers manuels ; on lui donne l'esprit détestable de notre bourgeoisie boursicotière, étroite et sèche, l'esprit du « bonhomme Richard », et on fait clairement entendre que gagner de l'argent est un but.

Le seul bienfait que tous les enfants connaissent de la Révolution, et qu'on leur loue fort, c'est l'admissibilité de tous aux fonctions publiques. Ils en sont tous là. Il faut les entendre : « Tout le monde peut être président de la République. » Et voilà pourquoi l'on a fait la Révolution. Notre rage de classement et de justice distributive fortifie aussi cette fureur de fonctionnarisme qui nous possède. On n'est occupé qu'à comparer les mérites, à classer, à montrer aux uns qu'ils sont les premiers et aux autres qu'ils sont les derniers. On donne des idées d'ambition à tous ceux qui font quelques fautes d'orthographe de moins que les autres, ou qui récitent un peu moins sottement. Il est impossible de les laisser dans leur état ; et à la première lueur d'intelligence, pour la gloire du maître, de la famille et des principes de 89, on « pousse » le délinquant, qu'il le veuille ou non, et la mère fait une gorge de pigeon ! C'est par milliers qu'on entend ces discours : « Oh ! mais, mon fils est le premier, il a tel âge, il est très fort, et le maître (?) veut absolument qu'on le pousse ! Oh ! il arrivera ! »

Et le jour de la distribution des prix, quand l'enfant est rouge de joie, que les fanfares viennent de s'apaiser et que la mère, cramoisie d'orgueil, s'approche du maître pour... en recevoir des compliments, combien de fois n'entend-on pas ce dialogue : « Oh ! il peut arriver, s'il veut ; nous le pousserons l'année

prochaine. — Tu entends ce que dit ton maître : il faut que tu arrives. » Et l'enfant, corrompu et fou de joie, comprend vaguement que de hautes destinées lui sont réservées, et qu'il doit arriver quelque part, il ne sait trop où, mais évidemment quelque part où on ne fait point le métier de son père, ni de son instituteur, et, par exemple, à la mairie, à la préfecture, chez un notaire, ou aux chemins de fer. Et on lui a jamais dit qu'où il faut absolument arriver, c'est à être un homme!

« Mais tout le monde a bien le droit d'arriver, et nous sommes en République! » Évidemment c'est bien cela : « Tout le monde peut être président de la République »! Laissons donc au mérite le soin de se pousser tout seul. Combien de ces prodiges qu'on a « poussés » sont-ils devenus d'insignifiants bureaucrates. Laissons donc les ambitions, les désirs, les mérites agir d'eux-mêmes : Dieu sait qu'il n'est guère besoin qu'on les excite pour qu'ils s'évertuent!

Et l'on se plaint aussi que chacun ait toujours recours à l'État, lui demande protection, aide et argent. Mais à quel médiocre produit d'une école primaire n'a-t-on pas fait miroiter l'espoir d'une « bourse », de la bourse! *La bourse!* cela se demandait autrefois d'un air terrible au coin d'un bois et le couteau au poing; les mœurs se sont adoucies; c'est maintenant sur papier timbré qu'on la réclame avec non moins d'acharnement et d'âpreté, d'un air humble et soumis, et pour arme, un député!

Comme toute agglomération disciplinée, l'école neutralise, éteint, nivelle les caractères, au lieu de les accentuer; elle proclame la supériorité de l'érudition sur le caractère, c'est-à-dire du mal des sociétés finissantes sur les vertus des peuples jeunes et forts.

Elle n'enseigne aucunement l'action. A laquelle pourrait-elle préparer? A l'action physique? Elle tient immobile. A l'initiative individuelle? Elle ne la permet pas. A la vie civique? Elle parle des rois. Elle apprend à l'enfant la régularité ponctuelle des besognes prévues, à la minute, l'habitude d'une direction étrangère, la confiance aveugle en l'État, en une puissance supérieure et hiérarchique; elle lui donne le goût de la tranquillité, de la petite vie, des petits efforts, des petites vanités. Elle forme des âmes de fonctionnaires, les moins actives qui soient.

Ainsi l'école ne fait presque rien de ce qu'il lui faudrait faire, et ce qu'elle fait concourt à accroître le mal dont nous nous affaiblissons. Quelle fasse quelque bien, cela est évident, et il n'est pas de chose au monde qui n'ait son utilité. Mais qu'elle puisse en faire beaucoup plus, le bon sens l'affirme; et qu'elle ne cause aucun mal, son honneur et notre salut le réclament. Tout l'enseignement primaire fait, avec un zèle merveilleux, une besogne mauvaise. A l'école pour l'érudition, vaine et impuissante, parfois funeste, il faut substituer l'école pour la vie. Ce serait déjà quelque chose si l'on parvenait à substituer une formule à une autre, tant les mots ont de puissance, mais ce sera mieux encore, si l'on parvient à trouver des moyens pratiques de l'appliquer.

Tous nos palais scolaires, nos millions dépensés, toutes les paroles innombrables chaque jour prononcées dans les écoles, tous ces examens, ces programmes, ces distributions de prix, ces discours officiels, tout le poids de ces efforts, de ces travaux doit s'imprimer en l'âme du paysan et de l'ouvrier — seuls élèves de l'enseignement primaire — pour apprendre à l'adolescent des choses très simples mais très précieuses, à

aimer s'instruire, lire, connaître, à savoir travailler et se distraire, à être un esprit *éveillé* et *actif*, dirigé par quelques habitudes très fortes. Si ce n'en est pas le résultat, combien tout cela est vain !

« Nous avons vieilli dans nos vices; disait Michelet et nous n'en voulons pas guérir. Si Dieu sauve ce glorieux et infortuné pays, il le sauvera par l'enfance. » Notre dernière ressource est l'éducation nationale : mais elle est encore toute rudimentaire ou plutôt trop avancée dans une voie mauvaise.

Il faut en changer complètement l'esprit et la méthode, si l'on veut qu'il ne soit pas un engrais à nos vices d'esprit et à notre faiblesse de caractère, mais une vraie nourriture de vie.

XXX.

Règles pour discuter dans les Universités Populaires

Nous nous tenons dans la région des faits; nous n'évoquons aucun être métaphysique, nous ne songeons qu'à former des groupes.

Un groupe formé, nous en dégageons par *abstraction* quelque fait général. Nous admettons par *hypothèse* qu'il est la cause des autres. Connaissant les propriétés des causes, nous vérifions s'il les a : s'il ne les a pas, nous essayons l'hypothèse et la vérification sur ses voisins, jusqu'à ce que nous trouvions la cause.

Réunissant un groupe de causes ou faits généraux, nous cherchons par le même procédé lequel engendre les autres.

Abstraction, hypothèse, vérification, tels sont les

trois pas de la méthode. Il n'en faut pas davantage, et il les faut tous.

H. TAINE.

*
**

Les faits ne valent que par l'idée qu'ils peuvent nous donner.

CLAUDE BERNARD.

*
**

Il faut renoncer à l'étroit concept de la scolastique, prenant l'esprit humain comme une machine parfaitement exacte et adéquate à l'absolu. Des vues, des aperçus, des jours, des ouvertures, des sensations, des couleurs, des physionomies, voilà les formes sous lesquelles l'esprit perçoit les choses. La géométrie seule se formule en axiomes et en théorèmes. Ailleurs le vague est le vrai.

E. RENAN.

*
**

L'homme supérieur est celui qui a une bienveillance égale pour tous.

CONFUCIUS.

L'Avenir coopératif et les bases de la Société

AVANT-PROPOS (1)

Voilà un titre bien pompeux, semblera-t-il. Expliquons-le.

On est accoutumé à considérer comme bases de la société actuelle plusieurs institutions : la *famille*, la *patrie*. On n'est pas dans l'erreur. Les faits sont là, d'une pleine évidence. Ces faits, dans leur simplicité, les voici, connus, archiconnus (puisque'ils mettent en jeu notre vie, nos intérêts, nos sentiments de chaque jour), — faits qui correspondent, l'un à l'idée de patrie, les autres à l'idée de famille. Chaque individu, présentement, est pourvu de cet état social qu'on nomme la *nationalité* ; on sait combien celle-ci entraîne de conséquences dans la vie publique (notamment le service militaire) ; d'autre part, entre le citoyen d'un pays et un étranger les relations privées ne sont pas les mêmes qu'entre deux nationaux de ce pays, par exemple pour la marche d'un procès. Ainsi se trouve mise en pratique la notion de patrie. Quant à la famille, elle a été soumise à une organisation qui, prenant comme points de départ le *mariage* ou, tout au moins, la *reconnaissance* des enfants naturels faite volontairement ou en justice, établit la *parenté* et — ce qui est un véritable diminutif de la parenté, — l'*alliance* (2). Ces différents liens : mariage, parenté, alliance, produisent une foule d'effets, dont il serait inutile de faire ici toute l'énumération (rapports entre époux, entretien des enfants, etc.).

Or veut-on rechercher l'origine de l'institution de la nationalité ? Veut-on savoir quel principe directeur vient

(1) Le numéro d'aujourd'hui contient l'avant-propos seul et tout entier. La matière demandera ensuite une série d'articles.

(2) Il faut ajouter qu'il y a une autre famille : la famille adoptive — que nous verrons — laquelle se fonde par un contrat entre l'adoptant et l'adopté.

organiser la famille ? Je trouve à ces deux questions une seule et même réponse : la nationalité, la famille actuelle n'existent l'une et l'autre qu'en vertu de raisons purement *économiques*.

1° Quelle action que celle exercée par l'idée de patrie sur l'âme des hommes ! C'est un brûlant sujet. Ne relevons que deux faits, les plus saillants. Parmi nos contemporains, les uns font de la patrie une divinité, une idole, aux pieds de laquelle on doit s'écraser, pour qui l'on veut des temples innombrables, un rite et des cérémonies ; et cette divinité réclame qu'on lui sacrifie tout, que notamment on extermine les mécréants, même les tièdes. Pour les autres, la patrie est un épouvantail. Et le plus caractéristique, c'est que tous, dans leur haine ou dans leur amour, prétendent la connaître, cette patrie, et se croient justifiés de la sorte. Ces gens sont d'une psychologie curieusement simpliste. On ne saurait mieux se payer de mots et de symboles ; c'en est une fascination. Ils diront, par exemple, que la patrie, c'est le drapeau. Voilà un mot et voilà une image. Cette image — le drapeau — évoquera à leur esprit un spectacle ; et, selon que la note qui les frappera dans cette vision sera la note triste, sanglante, ou la note héroïque (ça dépend des tempéraments), ils voueront à la patrie un culte ou lui feront une guerre implacable. Ces hommes croient savoir, croient voir ; et ce n'est en eux qu'illusion, aveuglement. Si l'on se sent assez de volonté, d'aptitude, pour scruter la profondeur des choses, alors on abandonne le ton tranchant aux pontifes creux et aux nullités bouffies : les institutions sociales ne semblent pas être si aisées à comprendre. La notion de patrie est, justement, des plus complexes, des plus obscures. Essayons d'éclaircir quelque peu ces ténèbres.

Les patries se sont formées, ont grandi, pour la satisfaction d'intérêts d'ordre économique ; et, lorsqu'elles se dressent les unes contre les autres, c'est le caractère économique aussi qui marque toutes leurs rivalités. Les annexions de territoires forment pour le pays vainqueur un véritable capital, qui doit produire des revenus, fournir des prestations à son bénéficiaire. De même, les grandes patries qui se sont unifiées, comme l'Allemagne, ont vu

dans leur unification la source d'une vaste prospérité industrielle, commerciale, etc. Et le vent de colonisation qui souffle furieusement de nos jours, n'est-ce pas autre chose qu'une convoitise gloutonne, qu'un désir effréné de possession, poussant les hommes vers les immenses contrées lointaines.

De tout cela il suit logiquement que l'état de nationalité découlant de l'existence des patries, a une origine strictement économique. Et ce cachet économique de la nationalité ressortira encore de l'observation suivante.

L'État ne donne point aux étrangers la jouissance de tous les droits civils qui appartiennent aux nationaux. Ces droits civils, que les étrangers se voient refuser, peuvent avoir des objets très divers. Il s'agit, dans certains cas, d'une acquisition de propriété, d'un intérêt dont tout de suite s'aperçoit la nature pécuniaire ; ainsi, jusqu'à une certaine époque, en France, un étranger ne pouvait recevoir aucune donation, et, si on faisait à son profit un testament, ce testament était dépourvu de toute validité : le fait que ces avantages interdits sont d'ordre économique se dégage de soi-même, directement. Mais voici une autre faculté : l'adoption. Par application de la loi, on dénie à l'étranger le droit de se créer une paternité fictive en adoptant une personne. Que lui refuse-t-on ici ? Un droit qui, à première vue, n'offre pas, économiquement, d'intérêt : l'adoption est un des modes ayant pour but de constituer une famille. Mais voyez précisément l'alinéa suivant.

2° La famille, dans son organisation actuelle, se présente comme un groupe économique. — On ne peut pas dire, en effet, que ce soit sur l'ordre naturel des choses que le code civil se fonde quand, par exemple, il détermine les liens de parenté. J'ai cité plus haut l'adoption qui entraîne certains rapports de famille entre individus de sangs absolument distincts et qui n'est, par suite, qu'un moyen artificiel de se faire des enfants.

Il y a deux autres situations qui doivent être comparées entre elles : je veux dire la parenté uniquement naturelle et cette parenté qui existe, non seulement par le fait de la procréation, mais de plus grâce à l'intervention d'un élément nouveau (le mariage), et qui se nomme la parenté

légitime. Les enfants naturels ne se voient reconnaître qu'une espèce de famille très restreinte, qui se borne à leurs père et mère, frères et sœurs, puis c'est tout. Au contraire, la famille légitime est d'une largeur exorbitante, puisque certains rapports de droit peuvent s'établir entre cousins même très éloignés. Or, la source de la parenté légitime, c'est-à-dire le mariage, a un caractère purement conventionnel. Je m'explique. Toute union entre un homme et une femme résulte bien, le cas de viol excepté, de leur consentement réciproque. Mais ce n'est pas là une convention admise par la loi : l'union libre ne produit par elle-même, dans les relations de l'homme avec la femme, aucun effet juridique. Il en est différemment s'ils se marient : l'emploi de certaines formes légales crée entre eux un lien qui entraîne de nombreuses conséquences, et ce lien est si fort qu'il n'influe pas seulement sur les rapports entre les deux époux, mais de plus sur la condition des enfants à naître du mariage : à eux la loi prodigue toutes ses faveurs, tandis qu'elle traite avec une rigueur extrême les enfants issus de concubinages et notamment ceux nés d'un adultère ou d'un inceste. — Ce régime trop factice de la famille semble bien fonctionner en vue de résoudre la question suivante : à la mort d'une personne, que deviendra son patrimoine, c'est-à-dire l'ensemble de ses biens et de ses dettes ? Ainsi la famille, telle que nous la voyons, repose tout entière sur ce *droit de succession* tant discuté en économie politique. Il y a, dans cette famille, un certain nombre de règles directrices : autorité du mari sur la femme, puissance paternelle, obligations diverses ; toutes ces règles participent avant tout de l'essence économique de la transmission successorale qui, finalement, constitue leur raison d'être. Je crois même volontiers (ce qui, pour l'instant, paraîtra peut-être excessif), je crois que les deux institutions qui viennent en certaines circonstances porter atteinte au lien conjugal, à savoir la séparation de corps et le divorce, offrent bien le caractère signalé comme étant celui de la famille tout entière.

Il y a une étude à faire présentant un intérêt pratique de première importance. C'est de rechercher si les fondements

de la société contemporaine — famille et patrie — pourraient subsister selon le même esprit et dans le même état parmi la société coopératiste que nous souhaitons. Est-ce que plutôt le passage économique du capitalisme à l'universelle coopération ne devra pas entraîner, *par la force même des choses*, une transformation totale de ces fondements sociaux ? Pour le cas où ce serait dans le premier sens qu'il faille se prononcer, une deuxième question se pose tout de suite : y a-t-il lieu pour les coopérateurs de développer une conception nouvelle de la famille et de la patrie, en faisant intervenir un élément d'autre ordre que l'ordre économique ? Si oui, quel élément ?

Tel est le problème sur lequel je désire soumettre quelques idées. Cela justifie le titre donné à cette exposition qui sera un peu complexe : *l'Avenir coopératif et les Bases de la Société*.

ALFRED NAST.

Les Livres qui font penser

Assistance sociale. Pauvres et Mendiants, par Paul Strauss, 6 francs (Félix Alcan, éd.). — « La préparation d'un avenir meilleur, dit M. Strauss, ne dispense pas du souci immédiat des souffrances à soulager. » Sans doute, l'auteur reconnaît que la prévoyance est préférable à la bienfaisance, et l'assurance à l'assistance, mais « comme l'hygiène à la médecine ».

M. Strauss nous montre la fausseté des théories malthusiennes et quel danger public il y aurait à les pratiquer. La solidarité n'est pas un mot : c'est un fait.

Ce livre est fortement documenté. Après avoir traité de la bienfaisance publique en Angleterre, il fait un historique concis de la charité et de la mendicité en France. Il nous entretient de nos bureaux de bienfaisance actuels et des réformes qu'il conviendrait d'y apporter. Et il conclut : « C'est à soulager d'abord, à prévenir ensuite la pauvreté

qu'une société fraternelle doit appliquer toutes ses forces et mettre son bonheur. »

Balades rouges, par Émile Bans, 1 fr. 50 (chez l'auteur 50, boulevard Latour-Maubourg). — Elles chantent tristement la misère de vivre, pour les gueux, avec, joyeuses, l'espoir de Justice.

Hors l'Abîme, roman par Eugène Creissel, préface de Mme Legrain, 2 francs (Aberlen, éd., Vals-les-Bains). — Roman social. L'auteur nous montre les désastres causés par l'alcool dans les familles ouvrières, l'alcool qui conduit à l'abîme. Ici, il y a relèvement. Il n'y a pas de fatalité sociale. M. Creissel croit aux vertus de l'épargne. L'ouvrier qui épargne est presque toujours un égoïste, et ça ne l'empêche pas d'être un ivrogne. M. Creissel ne sait-il pas que presque tous les petits marchands de vins des faubourgs de Paris fondent des sociétés d'épargne, dont le siège est chez eux, naturellement ? Ils cultivent fructueusement deux vices, qui ne sont pas incompatibles, qui, au contraire, se soutiennent l'un l'autre. C'est par d'autres moyens qu'on vaincra l'alcool. Mme et M. le Dr Legrain le savent bien.

Pour la Justice et pour l'Armée, par George Duruy, 3 fr. 50 (Ollendorf, éd., 50, chaussée d'Antin). — M. George Duruy est un patriote. Mais il ne croit pas que le patriotisme soit incompatible avec l'esprit de justice, d'humanité, voire même avec l'esprit tout court. Il n'est donc pas de l'école de M. Mülevoye. Au moment de l'Affaire, on s'en souvient, il a défendu le Droit, courageusement. C'est parce qu'il aimait l'Armée, qu'il voulait qu'on en chassât ce « pandour d'Esterhazy ». Il eut tort, on le sait, l'Armée se solidarisa avec le « reître ». Elle avait ses raisons sans doute.

M. George Duruy a réuni ses vibrants articles du *Figaro*. C'est une bonne page à conserver, puisqu'il paraît que la justice triomphe.

Le Verre, par Paul Frick, 1 fr. 50 (Schleicher, éd., 15, rue des Saints-Pères). — Histoire du verre, sa physiologie, sa fabrication, glacerie, verrerie d'art, etc. Nombreuses illustrations.

Congrès socialiste international, compte rendu sténographique (*Cahiers de la Quinzaine*, 8, rue de la Sorbonne). — Important document sur le mouvement socialiste. Bon à répandre, homéopathiquement.

L'Employé de commerce et d'industrie, par A. Besse (Nicolas, éd., 6, rue Grolée, Lyon). — Voilà une bonne contribution à l'étude sociale de l'employé. Notons ceci, toutefois, qui est curieux : « Le rôle de l'employé devient de plus en plus passif; il perd de son action, le client ne marchandant plus, ne discutant plus avec le vendeur le prix des marchandises, qui n'était connu jadis que du commerçant ou de son commis; il fallait alors à celui-ci une véritable habileté, une appréciable diplomatie. Aujourd'hui, la vente à prix fixe, le prix en chiffres connus ont supprimé l'initiative de l'employé et rendu inutile une grande partie des qualités techniques d'un bon spécialiste vendeur. » N'insistons pas sur cette plainte ingénue; mais ne jugeons pas là-dessus la remarquable étude de M. Besse, qui manifeste, au contraire, un esprit large et compréhensif, profondément social. Ne se déclare-t-il pas, d'ailleurs, pour la coopération? Il doit savoir pourtant que la coopération a pour effet, d'abord, de réduire le nombre des employés.

En attendant, la situation de l'employé est misérable, inférieure souvent, même en salaire, à celle de l'ouvrier. M. Besse nous donne des chiffres. Ainsi, dans les grandes villes, la moyenne des appointements n'est que de 1.700 francs. Et, avec cela, il faut « représenter ». Au reste, les journées de 12 ou 14 heures ne sont pas assez rares, et les jours de repos le sont trop.

L'auteur examine en terminant les différentes réformes qu'on propose : Extension aux employés de toutes les lois ouvrières faites ou à faire, extension de la juridiction prud'homale, modification de la loi sur la saisie-arrêt, un jour de repos hebdomadaire, retraites pour la vieillesse, minimum de salaire, protection de la femme employée et de l'enfant. Il nous met en méfiance sur l'efficacité des mesures législatives, en rapportant ces paroles d'un entrepreneur à propos du minimum de salaire : « J'en suis partisan, je n'ai plus que des hommes actifs; le *minimum* im-

posé par mes contrats avec l'État a fait que je me suis séparé de serviteurs de vingt ans qui, ne produisant pas le minimum imposé, ont été remerciés pour éviter ma ruine personnelle; les vieux y ont perdu, j'y ai gagné avec les jeunes ouvriers actifs par lesquels je les ai remplacés. »

G. DEHERME.

LE THÉÂTRE SOCIAL

LE THÉÂTRE DU PEUPLE, A BUSSANG

M. Pottecher vient de donner, au théâtre champêtre de Bussang, son septième spectacle, une comédie villageoise qui a pour titre : *C'est le Vent*.

Au premier acte, nous sommes dans la cour de M. Barbache, adjoint au maire de Hautrupt et marchand de vins de son état.

Ce Barbache sera le héros comique de la pièce : une sorte de bravache, vaniteux et bruyant, quelque chose comme un matamore de village, qui jure, tonne et tempête à rendre jaloux son illustre ancêtre de *l'Illusion comique*, et ne craint pas les coups moins que lui; tel est notre personnage.

La peur des coups constitue, pour cette sorte de gens, le commencement de la sagesse. Elle eût pu donner son titre à la pièce, si Courteline ne l'eût déjà pris. Elle en est assurément la moralité.

Tel qu'il est, cependant, Barbache apparaît comme un grand homme à ses trops naïfs électeurs : on l'admire, on le craint surtout, et on le suit parce que sa faconde et ses rodomontades imposent au plus grand nombre, et que sa lamentable nullité, pour si profonde qu'elle soit, n'apparaît qu'à quelques esprits clairvoyants, trop rares à Hautrupt, comme ailleurs. Devant l'ennemi, de semblables chefs entraînent d'ordinaire leurs troupes en d'irréparables désastres; dans la politique, à la tête d'un pays ou d'un parti, ils font beaucoup de mal à la cause qu'ils prétendent servir; mais, au village, leur influence manque trop de moyens d'action, elle s'étend sur de trop petites choses,

pour qu'elle devienne un péril social ; leurs gaffes ressortent plutôt du vaudeville que de la tragédie.

C'est ce que nous a fort agréablement montré M. Pottecher en son amusante comédie.

Sachez tout d'abord qu'il y a, tout à côté de Hautrupt, un peu plus bas vers la plaine, un autre village, celui de Basrupt, dont les habitants sont, comme de juste, en bisbille continuelle avec leurs voisins de la montagne. Vous pensez bien que notre Barbache, très batailleur pour le compte d'autrui, ne s'occupe qu'à envenimer ce désaccord de son mieux. Il faut beaucoup de bon sens, en effet, et un sincère amour de son prochain pour s'employer à l'apaisement de ces stupides rivalités qu'un long atavisme de lutte pour la vie fomenté au cœur des pauvres humains, dès qu'ils sont réunis en groupes : peuples, provinces ou village, sectes, corporations ou syndicats. Mais le bon sens et l'amour du prochain sont les moindres défauts d'un Barbache. Celui-ci vient justement de mettre la main sur un motif de conflit et se promet bien d'en tirer tout le parti qu'il pourra : le garde-champêtre vient de lui signaler qu'une vieille statue de pierre, placée à la limite des deux villages et dont, de toute éternité, la figure informe et moussue regardait du côté de Hautrupt, avait vu, la nuit précédente, par une main coupable et sacrilège, retourner sa pauvre vieille tête vers ces informes « sapajous » de Basrupt. Une telle injure ne pouvait se laver que dans le sang. Grâce au Barbache, en peu de temps, les deux villages en viennent aux mains, des pierres sont lancées, le sang coule... Mais lui-même, où se trouve-t-il à ce moment-là ? Dans son lit, où il soigne une soudaine maladie que j'ai nommée plus haut : la peur des coups.

Un farceur, l'effervescence, calmée, oblige notre adjoint à se montrer à ses administrés, encore tout chauds de la bataille, en robe de chambre et en bonnet de coton. C'est là leur vengeance et sa punition. C'est la moralité de la pièce, bonne à méditer en d'autres occasions.

HENRY DARGEL.

Le Directeur-gérant : G. DEHERME.

25-9-01. — Paris-Tours, Imp. E. Arrault et C^{ie}.

LE PALAIS DU PEUPLE

SOCIÉTÉ ANONYME A CAPITAL VARIABLE

(Constituée légalement à Paris le 14 Juin 1900)

**Siège social : 157, Faubourg Saint-Antoine
PARIS**

COMITÉ DE PATRONAGE

MM. A. Aulard, professeur à la Faculté des Lettres; Pierre Baudin, ministre des Travaux publics; Henri Bauër, homme de lettres; Ch. Beauquier, député; Henry Bérenger, homme de lettres; Maurice Bouchor, homme de lettres; Emile Boutroux, de l'Institut; Henri Brisson, ancien président de la Chambre, député; Victor Brochard, professeur à la Sorbonne; Ferdinand Buisson, professeur à la Sorbonne; Eugène Carrière, artiste peintre; Victor Charbonnel, homme de lettres; Georges Clemenceau, homme de lettres; D^r Delbet, député; Hector Depasse, homme de lettres; Lucien Descaves, homme de lettres; Paul Desjardins, professeur au lycée Michelet; D^r Paul Dubuisson, médecin chef de l'asile Sainte-Anne; Emile Duclaux, de l'Institut, directeur de l'Institut Pasteur; A. Espinas, professeur à la Sorbonne; d'Estournelles de Constant, ministre plénipotentiaire, député; Arthur Fontaine, directeur du Travail au Ministère du Commerce; Lucien Fontaine, industriel; Marcel Fournier, directeur de la *Revue politique et parlementaire*; Eugène Fournière, député; Anatole France, de l'Académie française; Gustave Geffroy, homme de lettres; Charles Gide, professeur à la Faculté de Droit; Paul Guieysse, ancien ministre, député; Charles Guieysse, secrétaire général de la Société des Universités populaires; Étienne Jacquin, conseiller d'Etat, président de la *Ligue de l'Enseignement*; A. Keüfer, secrétaire de la Fédération du Livre, vice-président du Conseil supérieur du Travail; Ernest Lavisse, de l'Académie française; Jules Lermina, homme de lettres; Henry Michel, professeur à la Sorbonne; A. Millerand, ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et Télégraphes; Gabriel Monod, de l'Institut; Pierre Morel, conseiller municipal; Edouard Petit, inspecteur général de l'Instruction publique; Georges Renard, professeur au Conservatoire des arts et métiers; Charles Richet, professeur à la Faculté de médecine, membre de l'Académie de médecine; Gabriel Séailles, professeur à la Sorbonne; F. Schrader, géographe; A. Vila, secrétaire de la Chambre consultative des Associations ouvrières de production de France; Charles Wagner, pasteur; Emile Zola, homme de lettres.

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Président : Raphaël Barré; *directeur* : Georges Deherme. — Maxime Adler, Achille Caron, Jules Dupasquier, Auguste Garnery, Léon Letellier, Henry Loyfert, Lucien Samson.

EXTRAIT DES STATUTS

ART. 2. — La Société a pour objet la construction, la mise en œuvre du Palais du Peuple, à Paris, et la création d'établissements analogues en province.

ART. 4. — La Société prend la dénomination de : **LE PALAIS DU PEUPLE, Société anonyme à capital variable.**

ART. 6. — Le capital social est variable. Il est formé d'actions de cinquante francs.

ART. 8. — Les actions sont payables **cinq francs** en souscrivant et le solde suivant décision du Conseil d'administration.

Les actions peuvent être libérées par anticipation.

Envoi franco des statuts et de la notice explicative à toute personne qui en fera la demande au Siège social, 157, faubourg Saint-Antoine.

ANNONCES,
la ligne : 1 fr.



**NOUVEAU CIGARE NASAL et BUCCAL
de A. DAUDÉ**

Ce cigare inhalateur est absolument remarquable pour la guérison des maladies des voies respiratoires, du coryza, etc. Il supplée avantageusement les cigares de tabac et se recommande par l'odeur agréable qu'il répand autour du fumeur.

Envoi d'un CIGARE et d'un FLACON franco contre un mandat de 4 fr. adressé à M. A. DAUDÉ, pharmacien, à Prats-de-Molle (Pyrénées-Orientales)

En vente à la « Coopération des Idées »

<i>Un Pessimisme français,</i> par G. Deherme.	0 25	0 30
<i>Tolstoï,</i> par Suarès.	1 »	1 15
<i>Education et Révolution,</i> par Gabriel Séailles	0 05	0 10
<i>Le Palais du Peuple,</i> par Gabriel Séailles.	0 10	0 15
<i>Les Jésuites,</i> aperçu historique, par P.-A. Hirsch.	0 30	0 40
<i>Lettres d'un répétiteur en congé,</i> par Brenn.	0 60	0 70
<i>Jules Lagneau</i> (avec portrait)	0 50	0 60
<i>Qui veut la Santé et du Bonheur ?</i> par A. Marrot.	1 »	1 20
<i>Le Coopératisme</i> (illustré), par A.-D. Bancel, broché.	1 50	1 70
<i>Travail manuel et Travail intellectuel,</i> par Charles Gide.	0 20	0 25
<i>La Coopération des Idées. — Une tentative d'éducation et d'organisation populaires,</i> par G. Deherme	0 50	0 55
<i>L'Education des Cellules,</i> par Emile Duclaux	0 20	0 25

Nota. — La Coopération des Idées se charge de procurer à ses membres et abonnés. SANS FRAIS, tous ouvrages, brochures, revues, journaux, etc.

Coopérative vinicole générale

SOCIÉTÉ ANONYME A CAPITAL VARIABLE

Statuts déposés chez M^e Brulle
notaire à Libourne

Siège social : LIBOURNE (Gironde)

Succursales à Montpellier, Épernay,
Chassagne, Montrachet et Cognac

Vins français de toutes provenances

Spécialité de fournitures aux
Sociétés coopératives

Echantillons et Renseignements franco

Le Courrier de la Presse

21, boulevard Montmartre, 21

PARIS

Directeur : A. GALLOIS

Le Courrier de la Presse lit 6.000
journaux par jour.

La COOPÉRATION des IDÉES

Revue mensuelle
de Sociologie positive

(1896-1897-1898)

Un fort volume de 530 pages, relié
toile 10 fr. — Franco : 11 francs.

(1899-1900)

Relié toile : 5 fr. — Franco 5 fr. 50
— Non relié : 4 fr. — Franco : 4 fr. 50.

(1900-1901)

La Coopération des Idées, journal
hebdomadaire d'action et d'éducation
sociale (63 numéros). — 3 francs. —
Franco 3 fr. 75.